

## IDÉES

Au sujet de l'interculturalisme

Accueillir  
sans renoncer à soi-même

JACQUES BEAUCHEMIN

Professeur au département de sociologie de l'UQAM

L'éditorial du *Devoir* du 12 janvier nous apprend que Gérard Bouchard travaillerait à la préparation d'un important symposium portant sur le modèle québécois d'intégration des immigrants. Anticipant la polémique dont ce symposium sera inévitablement le théâtre, Bouchard met au défi les détracteurs de ce modèle d'intégration (l'interculturalisme) de proposer des solutions de rechange à ce modèle plutôt que de se cantonner à sa critique. Je crois utile de dégager ce qui m'apparaît constituer l'arrière-plan de ce débat. Cette mise en contexte me fournit également l'occasion de revenir sur quelques polémiques récentes relatives à la définition du « nous collectif » québécois.

Je voudrais ainsi relier des éléments apparemment disparates, mais formant à mon sens un ensemble très cohérent, dans lequel se dessine une véritable philosophie politique ou, si l'on préfère, l'éthos des relations intercommunautaires au Québec. Cette philosophie politique me semble dominée par le consensualisme, l'ouverture à la différence, l'égalitarisme et le respect des droits fondamentaux. À l'inverse, elle est hostile aux appartenances nouées dans l'histoire et dans la culture, de même que réfractaire à l'affirmation de la majorité soupçonnée de vouloir contrevvenir aux droits des minorités et de se fermer à l'expression de leur différence.

Pour le dire autrement, le discours social portant sur les rapports intercommunautaires au Québec est obsédé par l'Autre, la diversité et par un vivre-ensemble fait de reconnaissance mutuelle et d'accommodement de la différence. À l'inverse, il se méfie de l'histoire, de la mémoire, de la culture majoritaire et de l'expression d'un « nous » porteur d'une conscience historique.

## Rapport Bouchard-Taylor

Le rapport de la commission Bouchard-Taylor exprime au mieux cette philosophie politique. Il ne me semble pas abusif de dire que, pour l'essentiel, le rapport rappelle à l'ordre la majorité franco-québécoise, l'invitant à davantage d'ouverture vis-à-vis des minorités, en même temps qu'il l'incite à se méfier de sa tendance au repli et à l'exclusion de l'autre.

La situation particulière des Franco-Québécois au Canada et en Amérique occupe peu de place dans le rapport. Lorsque cette réalité est évoquée, c'est pour expliquer la frilosité identitaire de cette collectivité et l'inviter à la transcender dans une représentation d'elle-même mieux assurée et moins susceptible de dérives xénophobes. L'interculturalisme que l'on promet alors procède d'une certaine mise en retrait de la majorité. Sans surprise, le rapport insiste sur le fait qu'aucune identité ne saurait prétendre à une quelconque prééminence au Québec. Ne s'inscrit-il pas alors dans cette philosophie politique réfractaire à la majorité et suspicieuse devant ses volontés d'affirmation collective? Ne participe-t-il pas de cet éthos dans lequel l'ouverture à l'autre invite à mettre en veilleuse toute volonté d'affirmation collective?

## L'enseignement de l'histoire

La réforme du programme de l'enseignement de l'histoire au primaire et au secondaire est elle aussi l'objet de critiques. L'histoire que l'on enseigne désormais est celle d'un citoyenneté partagée dans la perspective de l'aménagement consensualiste du conflit social. C'est ainsi, par exemple, que la Conquête anglaise est présentée comme un simple changement d'empire et qu'est esquivée la question, pourtant centrale dans la conscience historique québécoise, de la domination nationale qui s'instaure alors.

De même, Durham y est représenté comme un esprit libéral favorable à la responsabilité ministérielle dans l'éventuel Canada uni de 1840, alors que l'on oublie que son projet consistait également dans l'assimilation des Canadiens français. Encore ici, la dynamique politique qui traverse la condition québécoise est largement sous-estimée. C'est que l'enseignement de l'histoire s'accompagne du projet « d'éduquer à la citoyenneté ». Il faut apprendre aux jeunes de quelle manière l'histoire du Canada serait celle de la diversité qui l'a toujours traversée et celle d'une citoyenneté partagée. Dépolitisation et dénationalisation constituent le fil conducteur d'une histoire exhibant rétrospectivement la genèse du multiculturalisme canadien.

## Éthique et culture religieuse

Le programme d'éthique et de culture religieuse poursuit cette même intention d'une ouverture à l'altérité dans la perspective de l'égalité de tous les univers moraux et religieux. Il s'agit de former les esprits à cette éthique sociale dont le respect de la différence constitue la pierre angulaire.



ARCHIVES REUTERS

laire. Certes, l'enseignement de la tradition judéo-chrétienne bénéficie d'une certaine prééminence. Il n'empêche que l'idée même d'une telle formation puise à cet éthos égalitariste, en vertu duquel la tradition de la majorité doit s'ouvrir à celles des minorités sous peine de les exclure.

Éduquer à la diversité dans la perspective des chartes de droits et d'une éthique de la reconnaissance de tous par tous débouche sur une certaine délégitimation de la collectivité majoritaire dont on craint qu'elle fasse jouer le poids du nombre à l'encontre des intérêts des minorités. Le principe d'un encadrement juridique et éthique de la majorité poursuit sans doute de nobles objectifs, mais il jette sur cette majorité une étrange suspicion.

## Démocratie

Dans cet éthos pluraliste (dans lequel s'inscrivent le multiculturalisme canadien et l'interculturalisme québécois), la démocratie n'est pas l'affaire de la majorité mais celle des minorités, ce qui lui confère une signification à la fois singulière et réductrice: celle du simple respect des droits fondamentaux. Le politique n'est plus le lieu d'une négociation difficile parce que traversée de rapports de forces, mais celui du consensus et de l'acceptation de la différence.

Mais surtout, dans cette perspective, toute position dont l'*a priori* n'est pas celui de la célébration de la diversité serait d'emblée antidémocratique parce qu'elle dresserait le commun contre le particulier. Lorsque Gérard Bouchard exige ainsi de tous ceux qui voudront contribuer à la réflexion portant sur le modèle d'intégration québécois qu'ils se conforment « aux exigences de la démocratie et du droit », veut-il dire qu'une position nationaliste ou républicaine, pour reprendre ses termes, ne serait pas recevable parce que son *a priori* serait celui de la règle de la majorité et de la primauté du commun sur le particulier?

## L'intégration des immigrants

Est-il possible, dans ce contexte de célébration emphatique de la diversité, de proposer un mo-

dèle d'intégration dans lequel persisterait la conviction que les sociétés forment des mondes de culture, d'histoire et de valeurs singulières? Bouchard associe négativement ce modèle à celui de l'« assimilation/exclusion ». L'amalgame de ces deux notions est en lui-même significatif. Il implique en effet que d'inviter l'autre à nous rejoindre dans un monde commun et partagé en acceptant de s'y fondre, c'est l'exclure.

Mais de quoi au juste? N'est-ce pas au contraire l'inclure dans une proposition de monde commun, d'une communauté de sens? Un monde qui est alors bien davantage que celui dont les chartes de droits ou une éthique sociale de la reconnaissance des différences ne seraient que le seul ciment. La posture que Gérard Bouchard qualifie de républicaine n'est en aucune manière hostile à la diversité. Seulement, elle accueille l'intérieur d'une vision nationaliste, rassembleuse et, pour quoi pas, républicaine de la communauté. L'accueil, la tolérance et l'ouverture à la différence n'attendent pas pour se manifester les politiques interculturelles dont le rapport Bouchard-Taylor se fait le promoteur.

Notre responsabilité collective vis-à-vis des nouveaux arrivants consiste à leur proposer un monde habitable fait de culture et d'une certaine tradition éthique formée dans les remous d'une histoire particulière. Nous devons proposer aux immigrants de s'intégrer à une histoire qui les précède et dans le cours de laquelle ils sont les bienvenus, de même qu'à une collectivité francophone majoritaire qui porte de très loin son désir de durer.

Je dirai, en termes sans doute choquants au regard de l'orthodoxie pluraliste ambiante, qu'il faut inviter ceux qui se joignent à elle à consentir à ce désir de durer et à accepter la présence d'une communauté d'histoire majoritaire qui souhaite légitimement poursuivre son aventure collective. Il faut pour cela que la majorité franco-québécoise affirme sans complexe qu'elle forme le cœur de la nation et que, forte de cette conviction, elle accueille, sans jamais renoncer à elle-même, ceux qui viennent la rejoindre avec leurs espoirs et leurs talents.

« La misère serait  
moins pénible  
au soleil »

LISE PAYETTE

Allez savoir pourquoi c'est cette ritournelle d'Aznavor qui me trotte dans la tête au fur et à mesure que ma télévision m'apporte des images de Haïti. « Emmenez-moi au bout de la terre... [...] la misère serait moins pénible au soleil. » Je ne veux plus jamais entendre cette chanson. Jamais.

Dormez-vous la nuit? Ou êtes-vous hantés par les yeux de ces enfants haïtiens posés sur vous et qui semblent attendre que vous leur tendiez les bras? Voyez-vous la faim, la peur, la douleur sur vos écrans? Entendez-vous les cris désespérés de ceux et celles qui attendent des soins et qui vont peut-être mourir, faute d'être traités? Voyez-vous le découragement dans les yeux des médecins qui savent déjà que leurs moyens sont limités? Voyez-vous la résignation dans le regard de ceux qui ont abandonné? Si oui, comment pouvez-vous dormir?

C'est commencé déjà. J'ai entendu des gens dire qu'ils souhaitaient qu'on cesse de nous rebattre les oreilles avec Haïti, qu'ils en avaient assez de ces images d'horreur à la télévision et qu'on y avait envoyé trop de journalistes qui en rajoutaient pour se rendre intéressants. Ils disent aussi qu'ils ont donné de l'argent à la Croix-Rouge ou à un autre organisme et que les gouvernements sont capables de s'arranger avec le reste.

J'ai même entendu quelqu'un dire qu'on ne devrait pas montrer ces choses-là à la télévision parce que ça déprime ceux et celles qui les regardent... Et pourtant, nous savons bien que c'est la seule façon de garder le regard du monde entier tourné vers Haïti. Tant et aussi longtemps que les caméras seront présentes et que les reporters feront leur métier, les humains que nous sommes garderont Haïti tout en haut de leur liste de priorités. Surtout, ne pas laisser les lumières s'éteindre...

5,9. Une semaine après la première grande secousse, la terre d'Haïti a tremblé une deuxième fois de façon majeure. Et même s'il y avait eu plusieurs secousses de moindre importance entre les deux séismes, la peur est revenue dans toute son horreur.

Règle générale, après ces grands bouleversements, quand le calme est revenu et qu'on peut dire mission accomplie, on organise des réunions pour évaluer ce qui a bien marché et ce qui a raté dans les opérations entreprises. Haïti aura été une sorte de fin du monde sur un petit territoire démuné qui laissera en mémoire une leçon de courage et de dignité dont on parlera longtemps.

## La vie continue

Bien sûr que la vie continue. Vous m'excusez de vous dire que je n'ai pas envie de vous parler du remaniement auquel Stephen Harper s'est livré cette semaine. Il s'est surtout amusé à ce vieux jeu de chaises musicales. J'imagine qu'il a fait brûler un petit lampion pour remercier son ciel d'avoir permis qu'Haïti occupe tout l'espace médiatique et renvoie la prorogation de la Chambre aux oubliettes pour un moment, le temps que les Canadiens s'excitent autour des Jeux olympiques et oublient que leur premier ministre a souvent des allures de conservateur tendance dictateur.

Je n'ai pas envie de vous parler de Jean Charest non plus, même si je sais qu'il a réuni des représentants du monde économique à Lévis pendant quelques heures pour parler du développement du Québec pour les 20 prochaines années... Il a senti le besoin d'affirmer qu'il ne souhaitait pas faire de cette rencontre un sommet économique afin que ça ne devienne pas une grand-messe comme le Parti québécois en a fait de temps en temps. Tout le monde sait que Jean Charest aime mieux les messes basses... c'est ce qu'il maîtrise le mieux.

J'ai plus envie de vous inciter à donner autant d'argent que vous le pouvez pour Haïti. Il faut aussi solliciter les grandes entreprises pour qu'elles ouvrent leurs tiroirs-caisse. Je n'ai pas encore entendu dire que SmithKline, le fameux fabricant du vaccin contre la grippe A(H1N1) à qui nous avons payé des sommes faramineuses pour les fameuses ampoules, avait offert des médicaments à Haïti, où on manque terriblement d'antibiotiques par exemple. Qu'attendent-ils? Les médecins sur place crient au secours.

Il faut écrire partout, à son député, au premier ministre du Canada, et il faut exiger qu'on ouvre les frontières. Qu'on cesse de nous casser les oreilles avec les papiers qu'il faudrait produire pour entrer au Canada. Le cœur n'a pas besoin de papiers.

J'en profite pour saluer bien bas Anna Zitti, cette femme de 70 ans qu'on a sortie vivante des débris de la cathédrale sept jours après le premier séisme. Chapeau, madame.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre) ; information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporter) ; information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Dominique Remy (pupitre) ; information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Prévost (responsable des pages thématiques) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumais (correctrices) ; Paul Cauchon et Benoît Munger (responsables du site Internet), Jean-Jacques Coulombe et Émilie Folie-Boivin (commis Internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; David Dumouchel et Étienne Plamondon-Émond (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bherer (Ottawa). PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Véronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Elyssa Forlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaïtis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.